

Non à la loi Darmanin !

Face au racisme d'en haut, notre solidarité de travailleuses et travailleurs.

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

La scélérateuse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! Après le rejet de la loi par une motion préalable, le gouvernement s'entêtera-t-il jusqu'au bout pour faire adopter ses propositions les plus abjectes ? L'Assemblée nationale avait en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélérateuse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégal ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Darmanin et sa loi se sont pris les pieds dans le tapis parlementaire. Pour envoyer toute sa politique raciste à la poubelle, travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre

.....

Le secteur social et médico-social est dispersé dans des champs professionnels divers avec des petites équipes de travail. Ce bulletin est donc diffusé en petit nombre, s'il t'a intéressé, fais le circuler autour de toi.





Brèves



Mobilisation générale pour les 11èmes rencontres nationales du travail social en lutte !

Depuis plusieurs années les professionnel.les du secteur social se réunissent plusieurs fois par an pour discuter et s'organiser face aux attaques du patronat et du gouvernement.

C'est grâce à l'organisation de ces week-end que la date de grève historique du 7 décembre 2021 a pu exister.

Le 20 et 21 janvier c'est la 11ème édition des rencontres nationales du travail social en lutte.

Face à l'actualité du secteur telle que France Travail, la loi Darmanin, les fins de prise en charge des MNA, mais aussi les conditions de travail, de vie et d'accompagnement que nous connaissons...

La seule solution est d'organiser notre réponse collectivement pour se battre pour un travail social juste.

Inscription par mail à
rencontresTSenlutte@gmx.fr
Ou en suivant le QR code :



Des logements pour tou.tes, les collègues de Lyon en grève.

Environ 38 000 personnes ont été expulsées de leur logement en 2022 en France, mais le chiffre réel est sans doute trois fois plus haut, puisque beaucoup de familles partent avant l'arrivée de la police. Ce chiffre est le plus haut depuis 20 ans !

Pourtant trois millions de logements, au bas mot, sont vacants dans ce pays ! Dont des immeubles vides depuis des décennies au cœur des grandes métropoles. Et partout les hébergements d'urgence sont saturés, laissant des dizaines de milliers de personnes à la rue, dont 2870 enfants, triste record d'octobre 2023!

Une situation inacceptable que dénoncent les professionnel.les de l'urgence sociale de la région lyonnaise, avec une mobilisation inédite. Ce 14 décembre près de 1000 manifestant.es ont contraint le préfet à répondre de ses actes, et afficher le racisme et le mépris de classe des institutions de l'Etat ! Ils et elles refusent les ordres de remises à la rue, exigent 2000 places d'hébergement avant fin décembre et appellent à une mobilisation nationale !

Loi immigration : au revoir... et à très bientôt

À peine le débat sur la loi immigration annulé par un vote de l'Assemblée nationale qu'Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement, annonçait à l'issue du Conseil des ministres que le projet sera finalement présenté en commission mixte paritaire, réunissant sept députés et sept sénateurs de groupes politiques différents. Il a ainsi douché les espoirs fantasmés de la gauche réformiste d'un retrait pur et simple du texte. Les 14 parlementaires vont donc travailler à partir du texte voté par le Sénat qui durcissait encore celui de Darmanin. Bref, sorti par la porte le projet de loi fait son retour par la fenêtre. Et le cirque parlementaire va continuer. Le seul moyen de le faire capoter est de se mobiliser en soutien aux travailleurs immigrés, avec ou sans papiers.

Aurore Bergé veut manier le bâton contre les « parents défaillants »

La ministre des Solidarités et des Familles, Aurore Bergé, a annoncé dans un entretien à La Tribune dimanche la création de « travaux d'intérêt général pour les parents défaillants ». Elle souhaite aussi mettre en place « le paiement d'une contribution financière pour les parents d'enfants coupables de dégradations auprès d'une association de victimes et une amende pour les parents ne se présentant pas aux audiences qui concernent leurs enfants ».

Si on ajoute à cela l'idée, lancée il y a quelques semaines, d'expulser éventuellement de leur logement social des familles dont des enfants seraient impliqués dans des troubles urbains, Bergé nous sort une panoplie complète de mesures dirigées contre les parents en difficulté, qui appartiennent le plus souvent aux couches sociales les plus modestes. Mais les protestations n'ont pas tardé. Trois membres de la Commission scientifique sur la parentalité, qu'elle venait à peine de mettre en place, ont annoncé qu'ils claquaient la porte, protestant contre le fait que « les travaux à venir soient placés sous l'égide de méthodes répressives ». On arrive à se demander à quoi peut bien correspondre le mot « Solidarités » dans l'intitulé de ce ministère.

Livre blanc, colère noire

Reconnaissance du manque de personnel et de moyens, des conditions de travail difficiles, de la dégradation des services... Mais pour quelle conclusion ? Aucune remise en question de la logique de profit et de l'emprise des méthodes managériales sur le secteur. Le livre blanc du travail social est un énième blanc-seing au patronat pour poursuivre la casse de nos services. Plus que jamais appuyons nous sur nos luttes pour imposer nos revendications!

Si ce bulletin t'a plu, fais-le lire à tes collègues et n'hésite pas à nous transmettre des informations ou à prendre contact : travailsocial.npa92@protonmail.com

